

Auto-évaluation

Notice environnementale

Serre agricole photovoltaïque

Vincent GAUTHIER - SCEA Gauthier Pertignas - *Mars 2026*

SOMMAIRE

I. Cadre réglementaire....3
1.1 Application de l'article R.122-2 du code de l'environnement....3
1.2 Application des articles R.214 du code de l'environnement (IOTA)....4
II. Description du projet....5
2.1 Introduction....5
2.2 Objectif du projet :....5
2.3 Localisation du projet....7
2.4 Descriptif technique du projet....11
2.4.1 La Serre asymétrique....11
2.4.2 Installation techniques annexes....12
3. URBANISME ET PERIMETRES REGLEMENTAIRES....12
3.1 Compatibilité avec les documents d'urbanisme....12
3.1.1 SRADDET Nouvelle-Aquitaine....12
3.1.2 Compatibilité avec le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)....12
3.2 Risques naturels et technologiques....14
Carte de l'exposition au retrait-gonflement des argiles....14
3.2.1 Plan de prévention du risque inondation (PPRi)....15
3.2.2 Risque de remontée de nappes....16
3.2.3 Servitudes d'utilité publique (SUP) intégrées au PLUi....17
4.3 Raccordement au réseau électrique....18
3. Contexte Environnemental....18
3.1 Hydrographie....18
3.2 Milieu écologique....19
3.2.1 ZNIEFF....20
3.2.2 Zones humides....21
3.2.3 Zones Natura 2000....22
4.2.4 Arrêté préfectoral de protection biotope....23
4.3 Réseau écologique....23
4.3.1 Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET)....23
4.3.2 Réseau TVB – SCOT du Grand Villeneuvois....24
4.4 Synthèse des enjeux environnementaux sur les terrains du projet....24
5. ENJEUX PAYSAGERS....25
5.1 Contexte général....25

5.1.1 Unités paysagères.....25
5.1.2 Contexte patrimonial.....25
5.2 Environnement humain.....25
5.2.1 Description du site et voisinage.....26
5.3 Perceptions du projet.....26
5.3.1 Voies de communication.....26
5.3.2 Habitats riverains.....27
5.4 Synthèses des sensibilités paysagères.....28
5.4.1 Mesures de réduction et d'accompagnement.....29
6. SYNTHESE DES ENJEUX, IMPACTS DU PROJET ET MESURES ASSOCIEES..... 31

I. Cadre réglementaire

1.1 Application de l'article R.122-2 du code de l'environnement

Conformément aux dispositions de l'article R.122-2 du code de l'environnement, les projets de travaux, de constructions ainsi que les installations destinées à la production d'électricité à partir de l'énergie solaire sont soumis à évaluation environnementale. Cette évaluation peut être requise soit de manière automatique, soit à l'issue d'un examen au cas par cas, selon les critères définis dans le tableau annexé audit article.

Le projet photovoltaïque relève, au regard de ce tableau, de la rubrique suivante :

N° de catégorie	Projets soumis à examen au cas par cas	Caractéristiques du projet	Application au projet
30. Installations photovoltaïques de production d'électricité (hormis celles sur toitures **(1)**, ainsi que celles sur ombrières situées sur des aires de stationnement)	Installations d'une puissance égale ou supérieure à 300 kWc	Le projet prévoit la création d'une **serre agricole** avec installation des panneaux **photovoltaïque en toiture.** **La puissance prévisionnelle totale installée sera d'environ 4 574 kWc.**	Non soumis à examen au cas par cas
39. Travaux, constructions et opérations d'aménagement	a) Travaux et constructions qui créent une surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du même code supérieure ou égale à 10 000 m2 ;	Le projet prévoit la création d'une serres agricole photovoltaïque d'une surface de 39 460 m²	Soumis à examen au cas par cas

(1) Par toiture, on entend la couverture des bâtiments clos, dont les serres destinées à la production agricole ou arboricole closes sur tous leurs côtés

Source:

https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/publications/guide_nomenclature_evaluation_environnementale_des_projets_mars2023.pdf

1.2 Application des articles R.214 du code de l'environnement (IOTA)

Lorsqu'elles sont susceptibles d'avoir des effets significatifs sur l'eau et les milieux aquatiques, les installations sont soumises à un régime d'autorisation ou de déclaration au titre de la législation sur l'eau. À ce titre, elles doivent être accompagnées d'une évaluation des incidences correspondantes.

Le projet est concerné par les rubriques suivantes :

Rubrique	Sujets	Caractéristiques du projet	Application au projet
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Le projet prévoit la création d'une serre agricole sur une surface de 3,9 ha.	Projet soumis à déclaration
1.3.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de	Le projet de serre agricole photovoltaïque nécessite une capacité de prélèvement supérieure à 8 m3 /h permettant l'irrigation des cultures sous la serre.	Projet soumis à autorisation

	l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils : 1° Capacité supérieure ou égale à 8 m3/ h (A) ; 2° Dans les autres cas (D).		
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D).	Le terrain n'étant pas irrigué, le projet de serre agricole photovoltaïque nécessite la création d'un forage sur les parcelles afin d'irriguer les cultures sous la serre	Projet soumis à déclaration

Le projet de serre agricole photovoltaïque est soumis à une procédure de déclaration Loi sur l'Eau au titre des rubriques 2.1.5.0, 1.3.1.0 et 1.1.1.0.
Un dossier loi sur l'eau sera réalisé par un bureau d'étude spécialisé et transmis aux services concernés pour instruction.

II. Description du projet

2.1 Introduction

La demande d'examen au cas par cas concerne un projet de serre agricole photovoltaïque destiné à la culture de kiwis jaunes. Ce projet est implanté sur la commune de Sainte-Terre, au lieu-dit Taupie, dans le département de la Gironde, en région Nouvelle-Aquitaine.

Le projet est porté par Vincent Gauthier, gérant de la SCEA Gauthier Pertignas. Cette société agricole correspond à une exploitation viticole familiale fondée par Pierre Gauthier, père de Vincent.

La SCEA Gauthier Pertignas exploite une surface agricole utile d'environ 60 hectares répartie sur les communes de Saint-Vincent-de-Pertignas et ses alentours. L'activité agricole est exclusivement orientée vers la viticulture, avec 20 hectares actuellement plantés en vignes et

environ 40 hectares en jachère, correspondant à des parcelles de vignes arrachées en 2025. La production concerne principalement du vin commercialisé en bouteille, ainsi que du raisin de table.

L'exploitation emploie actuellement deux personnes à temps plein (Vincent et Pierre Gauthier), environ 1,5 équivalent temps plein de salariés saisonniers, ainsi qu'une secrétaire à mi-temps.

La production est majoritairement commercialisée en vente directe auprès des particuliers, notamment sur les marchés et lors de salons. La SCEA Gauthier Pertignas fournit également des restaurants et des cavistes.

2.2 Objectif du projet :

L'objectif principal du projet de serre agricole photovoltaïque est de permettre à l'exploitant agricole de diversifier sa production. À ce jour, l'activité de la SCEA Gauthier Pertignas est exclusivement viticole, ce qui rend l'exploitation particulièrement exposée à la crise que traverse actuellement la filière viticole.

En effet, l'exploitant rencontre des difficultés à dégager des revenus satisfaisants de cette activité, en raison notamment de la baisse significative de la consommation de vin et des difficultés croissantes de commercialisation. Par ailleurs, les conditions climatiques évoluent défavorablement pour la viticulture : l'augmentation des précipitations au printemps favorise le développement du mildiou, tandis que certaines substances phytosanitaires autrefois utilisées pour protéger la vigne sont désormais interdites. Enfin, la présence accrue d'animaux sauvages, tels que les chevreuils et les sangliers, entraîne des dégradations régulières sur les pieds de vigne.

Dans ce contexte, le projet de serre agricole photovoltaïque destiné à la production de kiwi jaune présente un intérêt majeur pour l'exploitation. Il permettra de diversifier les productions agricoles de la SCEA Gauthier Pertignas grâce à l'introduction d'une culture distincte de la vigne.

Le projet présente également un intérêt particulier pour l'exploitant en raison des bénéfices qu'il peut apporter à l'exploitation, à la fois en matière de production d'énergie solaire et de développement et pérennisation des cultures. L'exploitation d'une partie de la toiture pour la production d'électricité photovoltaïque permet en effet de financer la construction de la serre, évitant ainsi à l'exploitant d'avoir à supporter seul l'investissement nécessaire à l'installation d'une serre agricole classique, tout en lui procurant un revenu complémentaire. En ce sens, la production d'énergie photovoltaïque constitue un soutien à l'économie agricole, en contribuant à la sécurisation de l'exploitation et en facilitant la mise en place d'un nouveau projet de culture, en l'occurrence le kiwi jaune.

La serre agricole photovoltaïque proposée est une innovation majeur qui permet une parfaite répartition de la lumière entre la production électrique et la production agricole.

Cet outil innovant a été conçu pour intégrer des panneaux photovoltaïques en toiture tout en

maintenant des conditions optimales pour la production agricole, notamment en termes de luminosité, de ventilation, de volume d'air et de maîtrise du climat.

Ainsi, ce projet de diversification permettra à l'exploitation :

- de bénéficier d'un abri adapté aux exigences agronomiques de la culture du kiwi jaune ;
- de protéger les cultures contre les intempéries et les événements climatiques, dont la fréquence et l'intensité tendent à augmenter ;
- de limiter l'impact des aléas climatiques, du stress hydrique et des maladies grâce à une meilleure maîtrise des conditions climatiques, assurée par un système automatisé de pilotage des ouvrants de la serre ;
- de faciliter les travaux agricoles, en permettant un travail en hauteur, tout au long de l'année et à l'abri des intempéries ;
- de valoriser et protéger des terres agricoles parfois difficiles à travailler, notamment en période pluvieuse.

Enfin, un suivi cultural sera mis en place sur une durée de 20 ans afin d'évaluer la réussite du projet agricole. Ce suivi sera assuré par un organisme technique compétent, tel que la Chambre d'agriculture ou tout autre organisme habilité.

Pour davantage de précisions concernant l'activité agricole et le projet de culture envisagé sous la serre, une notice agricole spécifique est jointe à la présente demande d'examen au cas par cas.

2.3 Localisation du projet

Le projet se situe sur le territoire de la commune de Sainte-Terre (33350), sur les parcelles cadastrées suivantes :

Section	Référence cadastrale	Contenance (m²)	Adresse	Commune	Code Postal
B	478	17390	TAUPIE	SAINTE-TERRE	33350
B	479	7470	TAUPIE	SAINTE-TERRE	33350

B	480	6492	TAUPIE	SAINTE-TERRE	33350
B	482	4065	TAUPIE	SAINTE-TERRE	33350
B	483	4689	TAUPIE	SAINTE-TERRE	33350
B	484	7600	TAUPIE	SAINTE-TERRE	33350
B	485	22500	TAUPIE	SAINTE-TERRE	33350
B	486	1200	TAUPIE	SAINTE-TERRE	33350
B	702	13093	TAUPIE	SAINTE-TERRE	33350
TOTAL		**84499**			

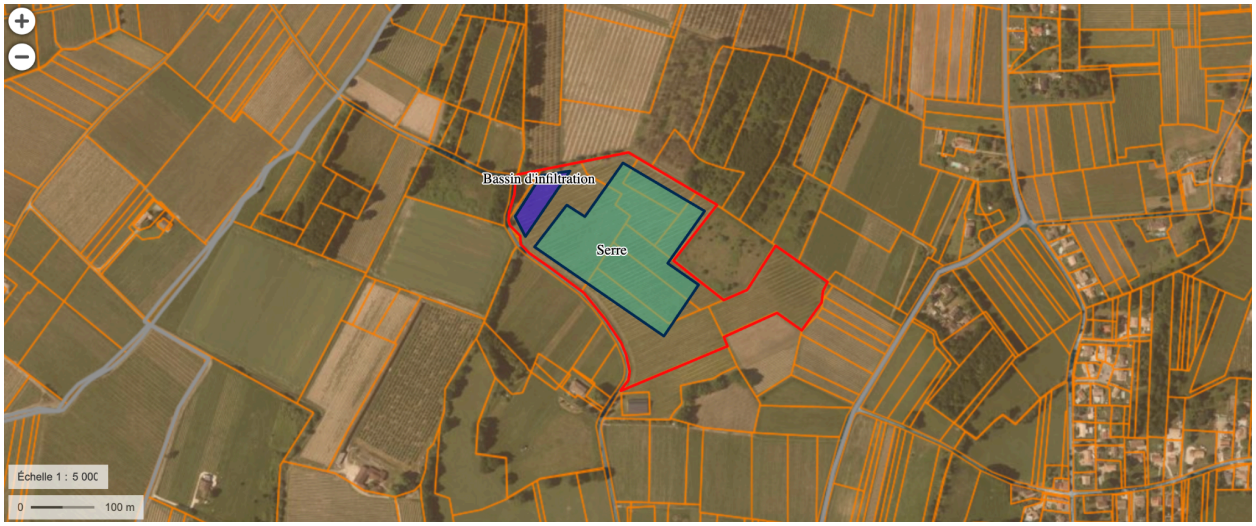


Figure 1 : Localisation du projet et des parcelles support du projet (Echelle 1/5 000)

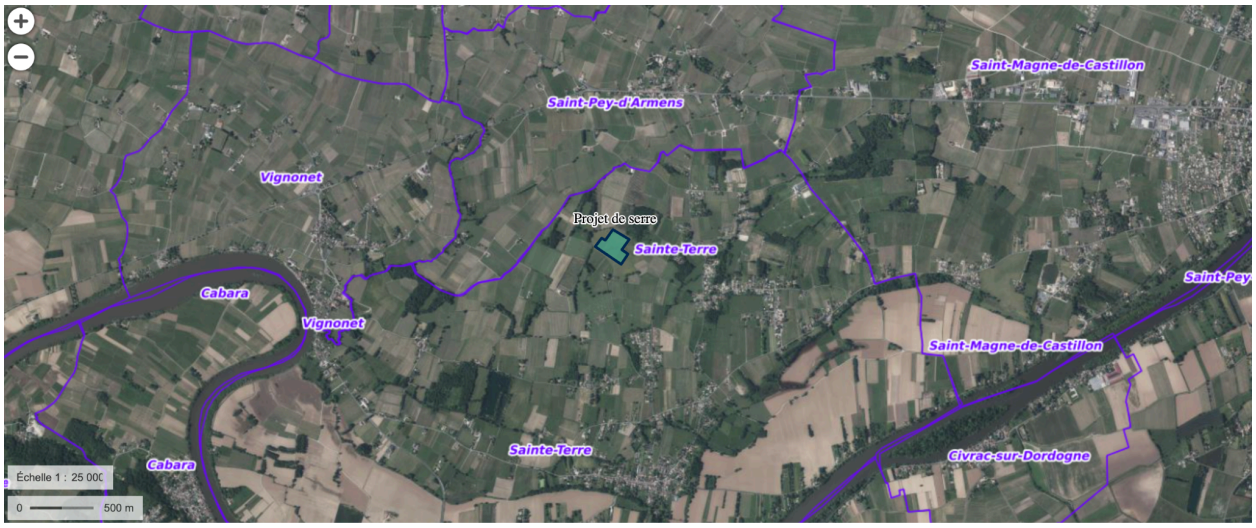
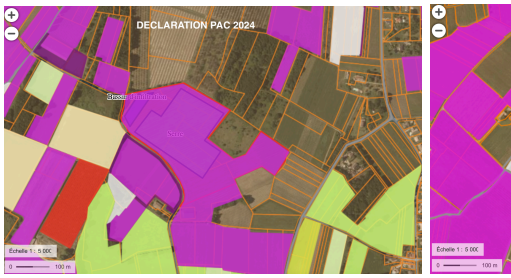


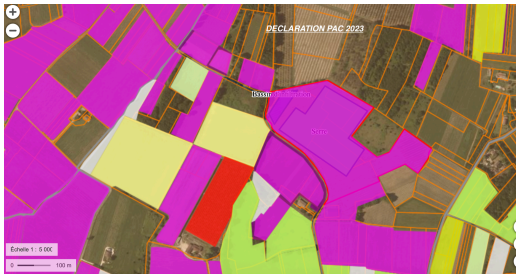
Figure 2 : Localisation de la zone d'étude du projet (1/25 000)

Les parcelles cadastrales du projet font l'objet d'une exploitation agricole qui n'a jamais changé depuis plus de 10 ans.

Les parcelles sont toutes plantées en vigne.

Ci-dessous les dernières déclarations connues sur les 3 dernières années : 2024, 2023 et 2022.





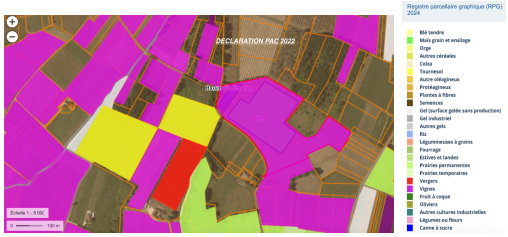


Figure 3 : Historique PAC des parcelles projet

2.4 Descriptif technique du projet

2.4.1 La Serre agricole asymétrique photovoltaïque

La serre asymétrique constitue un outil de production agricole performant et innovant, reconnu pour ses qualités agronomiques. Sa conception asymétrique permet d'optimiser l'apport de lumière naturelle à l'intérieur de la serre, malgré la présence de panneaux photovoltaïques sur une partie de la toiture.

Par ailleurs, le système d'aération et de ventilation de la serre permet de maintenir des conditions thermiques favorables au développement des cultures. Ce dispositif contribue à garantir des températures adaptées à la production de cultures maraîchères, horticoles et arboricoles.

Ce type de serre permet ainsi d'accueillir une large diversité de productions agricoles — maraîchères, horticoles ou fruitières — tout en protégeant les cultures des ravageurs et des aléas climatiques.

Les serres sont destinées à des cultures dont le calendrier de production peut s'étendre sur une grande partie de l'année, selon les choix culturaux de l'exploitant. Elles constituent un abri efficace contre les intempéries et les ravageurs. Il s'agit de serres dites « froides », dans la mesure où elles ne sont pas équipées, à l'origine, d'un système de chauffage.

Toutefois, l'exploitant agricole pourra adapter l'équipement de la serre en fonction des besoins de ses cultures, en y intégrant, le cas échéant, différents dispositifs techniques tels que des systèmes de chauffage, des brasseurs d'air, des dispositifs de brumisation, un éclairage horticole ou encore un système d'injection de CO_2.

L'ossature de la serre est constituée d'une structure en acier galvanisé. La toiture est composée à la fois de verre à haute transmission lumineuse et de panneaux photovoltaïques. La hauteur maximale au faîtage de la serre est estimée à environ 7 mètres.

La structure de la serre peut être distinguée en deux principales parties :

- **La toiture** : les parties supérieures des pans orientés au sud sont équipées de panneaux photovoltaïques, tandis que les parties inférieures sont constituées de verre à haute transparence afin de maximiser l'apport de lumière. Les pans orientés au nord

sont quant à eux équipés de vitrages ouvrants permettant d'assurer la ventilation naturelle de la serre.

- **Les parois latérales** : elles seront constituées soit de verre, soit de plastique enroulable. Cette conception permet notamment d'assurer le libre écoulement de l'eau si les contraintes réglementaires, notamment liées au Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI), l'exigent.

2.4.2 Installation techniques annexes

Le fonctionnement de la centrale photovoltaïque nécessite la mise en place d'installations techniques annexes :

- poste de transformation en limite de la serre ;
- local onduleurs à l'extérieur de la serre agricole ;
- poste de livraison en limite de propriété : installations de connexion avec le réseau électrique public et protections de découplage ; A noter que le poste de livraison et le poste de transformation pourront être combiné en un seul et unique poste sur les caractéristiques électriques du projet le permettent ;
- citerne souple pour la sécurité incendie.

2.4.3 Plan de masse du projet

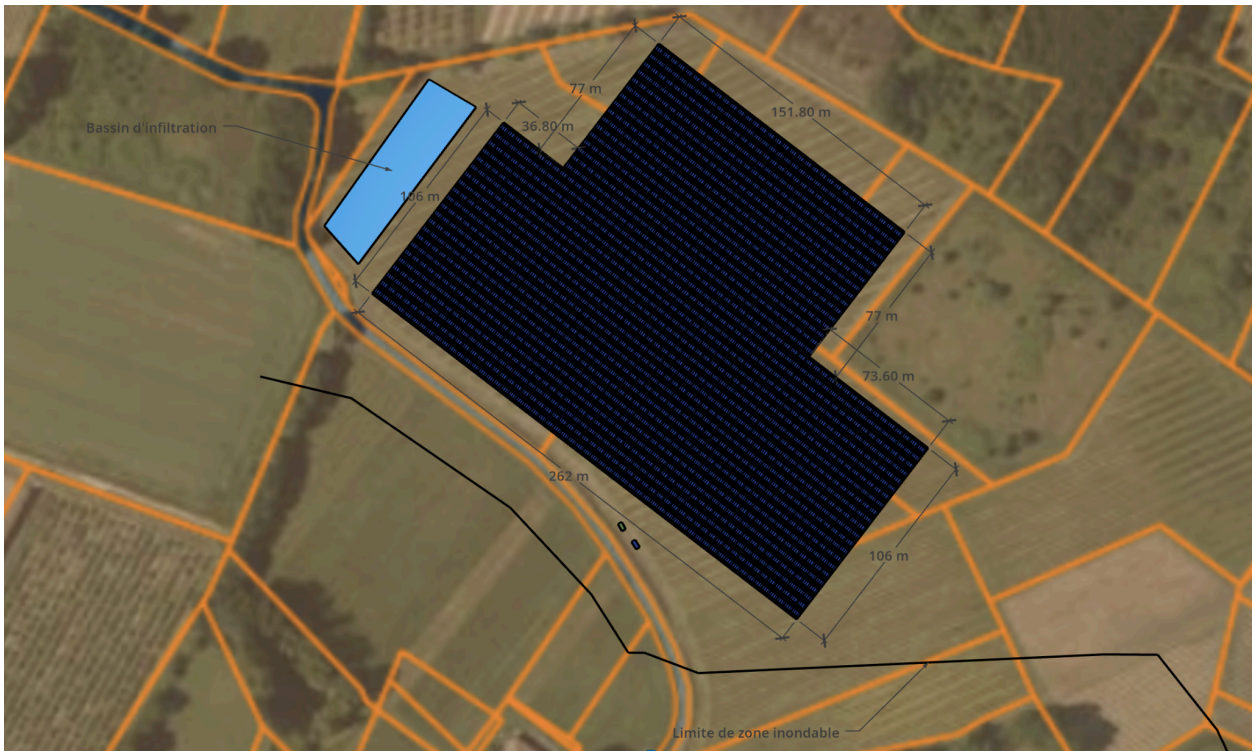


Figure 4 : Plan de masse du projet de serre agricole

2.4.4 Durée de vie et démantèlement

La durée de vie prévisionnelle de la serre agricole photovoltaïque est estimée à 30 ans. À cette fin, un bail sera signé entre Vincent Gauthier et un développeur sélectionné à partir de critères bien qualitatifs et quantitatifs.

Le développeur sera chargé de financer, construire, exploiter et entretenir la construction pendant toute la durée de vie du projet.

L'exploitant agricole aura à sa disposition la partie basse de la serre et pourra ainsi produire sous la serre.

À l'issue du bail à construction, la serre agricole est rétrocédée au propriétaire-exploitant. Seule l'installation photovoltaïque est alors démontée. Cette opération de démantèlement est entièrement prise en charge par le développeur conformément à la réglementation en vigueur.

Conformément aux dispositions de la Directive européenne relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), c'est l'acheteur des panneaux photovoltaïques qui s'acquitte, lors de l'installation des panneaux photovoltaïques, d'une éco-contribution destinée à

financer leur future collecte et leur recyclage. Ainsi, le financement du recyclage est anticipé dès la phase de construction de l'installation.

Le procédé de recyclage des modules repose notamment sur un traitement thermique permettant de séparer les différents composants du module. Ce procédé permet de récupérer distinctement les cellules photovoltaïques, le verre ainsi que les métaux (notamment l'aluminium, le cuivre et l'argent). Les éléments polymères — tels que le film arrière des modules, les colles, les joints, les gaines de câbles ou les boîtiers de connexion — sont éliminés lors de ce traitement thermique.

Les matériaux récupérés peuvent ensuite être réintroduits dans les processus industriels, soit pour la fabrication de nouveaux modules photovoltaïques, soit pour la production de lingots de silicium destinés à la fabrication de nouvelles cellules. Grâce à ces procédés, le taux moyen de recyclage des modules photovoltaïques dépasse aujourd'hui 94 %.

2.4.5 Raccordement aux réseaux

Une demande de **PRAC (Proposition de Raccordement Avant Complétude du dossier)** sera déposée auprès de Enedis.

Le raccordement au réseau public d'électricité est envisagé sur le **poste source de Saint-Pey**, situé sur la commune de Saint-Pey-d'Armens, à environ 2,2 km au nord du site du projet.

Il est rappelé que les modalités précises de raccordement relèvent exclusivement d'Enedis. Le maître d'ouvrage ne maîtrise donc ni les caractéristiques techniques, ni le calendrier de réalisation des travaux associés.

De manière générale, les réseaux électriques appartenant à Enedis sont installés en souterrain le long des voies publiques, ce qui permet de faciliter leur accessibilité pour les opérations de maintenance tout en limitant les besoins de servitudes ou de droits de passage sur des propriétés privées.

Les travaux de réalisation des tranchées, de pose des câbles et de remblaiement sont généralement réalisés de manière simultanée. Les trancheuses utilisées permettent en effet de creuser la tranchée et de déposer le câble en fond de fouille de façon continue et rapide. Le remblaiement est ensuite effectué manuellement immédiatement après le passage de la machine.

Au regard du **milieu humain**, l'impact sur le voisinage restera limité dans la mesure où aucun bourg ou zone urbanisée ne sera traversé par le tracé pressenti.

Le raccordement pourra toutefois entraîner des incidences temporaires sur les voiries lors de la phase de travaux. Sur la base du tracé actuellement envisagé, les voies potentiellement

concernées entre le site du projet et le poste source de Saint-Pey seraient : **le chemin de Taupie, la route du Tarnas, la RD936 et la RD670E5**.

3. URBANISME ET PERIMETRES REGLEMENTAIRES

3.1 Compatibilité avec les documents d'urbanisme

3.1.1 SRADDET Nouvelle-Aquitaine

Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de Nouvelle-Aquitaine, approuvé par arrêté préfectoral en date du 27 mars 2020 et modifié le 18 juin 2024, fixe notamment, au travers de son objectif 2.3, la nécessité d'accélérer la transition énergétique afin de permettre à la région d'atteindre un statut de région à énergie positive à l'horizon 2050. Dans ce cadre, le développement de la filière solaire photovoltaïque constitue l'un des leviers identifiés pour l'atteinte de ces objectifs, avec une production régionale ciblée de 9 700 GWh à l'horizon 2030 et de 14 300 GWh à l'horizon 2050, contre environ 5 200 GWh en 2023.

Parallèlement, le SRADDET affirme la volonté régionale de préserver les espaces agricoles, notamment par la limitation de la consommation foncière et la protection durable des terres à vocation agricole.

À ce titre, le projet de serre agricole photovoltaïque porté par l'exploitant agricole s'inscrit en cohérence avec les orientations du SRADDET de Nouvelle-Aquitaine, en conciliant développement des énergies renouvelables et maintien et développement de l'usage agricole des sols.

3.1.2 SCOT du Grand Libournais

Le **Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Grand Libournais**, approuvé le 6 octobre 2016 par arrêté préfectoral, prévoit d'engager le territoire dans une démarche de transition énergétique visant à réduire progressivement les besoins en énergie et à accroître la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique local.

Dans ce cadre, le **Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)** du SCoT du Grand Libournais prévoit un rééquilibrage du mix énergétique, notamment « par une couverture croissante des besoins issus des énergies renouvelables, le photovoltaïque en tête ».

Par ailleurs, l'objectif 3.2 du **Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO)** précise que :

« Dans un contexte de lutte contre le changement climatique, le SCoT s'engage à promouvoir en Grand Libournais la sobriété et l'efficacité énergétique, et à contribuer à la réduction de la dépendance du territoire aux énergies fossiles ».

À ce titre, plusieurs orientations sont fixées aux collectivités territoriales et à leurs politiques publiques, dont notamment le développement de la production d'énergies renouvelables.

En complément, l'objectif 4.3 « Préserver la destination des espaces agricoles », inscrit dans l'Axe 4 « Préserver et valoriser les espaces agricoles et viticoles » du DOO, indique que « les espaces agricoles identifiés à protéger sont réservés prioritairement à des fins exclusives d'agriculture ».

Dans ce contexte, le projet de serre agricole photovoltaïque porté par la **SCEA Gauthier Pertignas**, visant à diversifier la production agricole de l'exploitation et à valoriser un terrain agricole actuellement inexploité, s'inscrit pleinement dans les orientations définies par le PADD et le DOO du SCoT du Grand Libournais.

En effet, ce projet répond à un double objectif fixé par le SCoT :

- **préserver la vocation agricole des espaces concernés**, en maintenant leur usage prioritairement agricole ;

- **contribuer au développement des énergies renouvelables sur le territoire**, notamment par la production d'électricité photovoltaïque.

Ainsi, le projet de serre agricole photovoltaïque porté par la SCEA Gauthier Pertignas apparaît pleinement cohérent avec les orientations et objectifs définis par le SCoT du Grand Libournais.

3.1.3 Compatibilité avec le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Grand Saint-Emilionnais

La commune de Sainte-Terre est couverte par le **Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Grand Saint-Émilionnais**, approuvé le 1er mars 2018.

Le site du projet est entièrement situé en **zone A** du règlement graphique du PLUi du Grand Saint-Émilionnais. Cette zone est destinée à la protection et à la valorisation des espaces agricoles.

Le règlement écrit du PLUi précise notamment que :

« Dans le reste de la zone A ainsi que dans le secteur Ahs, sont autorisées, pour la destination exploitations agricoles et forestières, les nouvelles constructions à usage agricole à condition qu'elles soient implantées dans un rayon maximal de 50 mètres d'un ensemble de bâtiments existants. En cas de contrainte particulière justifiée, cette distance peut être portée à 100 mètres. »

Le projet de serre agricole photovoltaïque constitue une **nouvelle construction à usage agricole**, destinée à accueillir une **production arboricole sous abri**.

L'implantation du projet à moins de 50 mètres du bâtiment existant n'est toutefois pas possible, dans la mesure où cette partie du terrain est classée en **zone rouge du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI)**. En conséquence, la serre sera implantée à une distance inférieure à 100 mètres du bâtiment existant sur la parcelle, tout en étant située en dehors du périmètre exposé au risque d'inondation.

Au regard de ces éléments, l'implantation retenue se justifie par une contrainte réglementaire liée au risque inondation et reste conforme aux dispositions du PLUi.

⇒ Par conséquent, le projet de serre agricole photovoltaïque porté par la **SCEA Gauthier Pertignas** apparaît **compatible avec les dispositions du PLUi du Grand Saint-Émilionnais**.

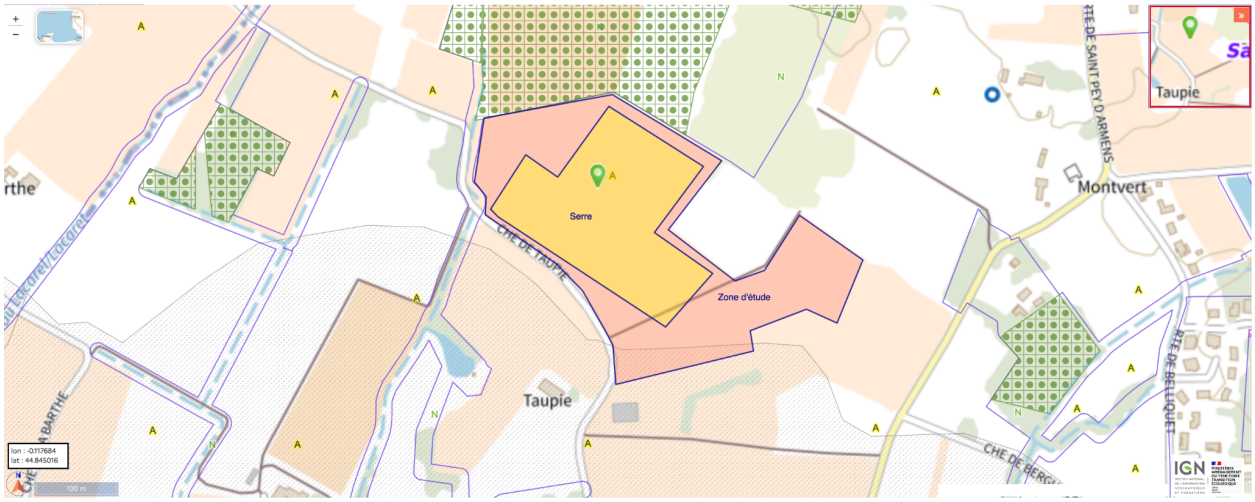


Figure 5 : Cartographie du Plan Local d'Urbanisme

3.2 Risques naturels et technologiques

D’après le site Géorisques, le site ou la commune d’implantation du projet sont concernés par les risques naturels suivants :

	Sur la commune	**Sur les parcelles projet**
Risques naturels		
Inondation	Existant	Existant (partiellement)
Remontée de nappes	Existant	Existant
Risques côtiers (submersion marine, tsunami)	Existant	Existant
Séisme	Faible	Faible
Mouvements de terrain	Existant : PPR Argile	Inconnu
Retrait gonflement des argiles	Important	Modéré
Feux de forêts	Existant	Existant
Radon	Faible	Faible
Risques technologiques		
ICPE	Concerné	Non concerné
Pollution des sols	Concerné	Pas de risque connu
Rupture de barrage	Concerné	Inconnu

Le risque de retrait gonflement lié aux phénomènes argileux sera pris en compte dans le projet.

A ce titre, des **études de sols** (G2) seront réalisées avant le commencement des travaux.

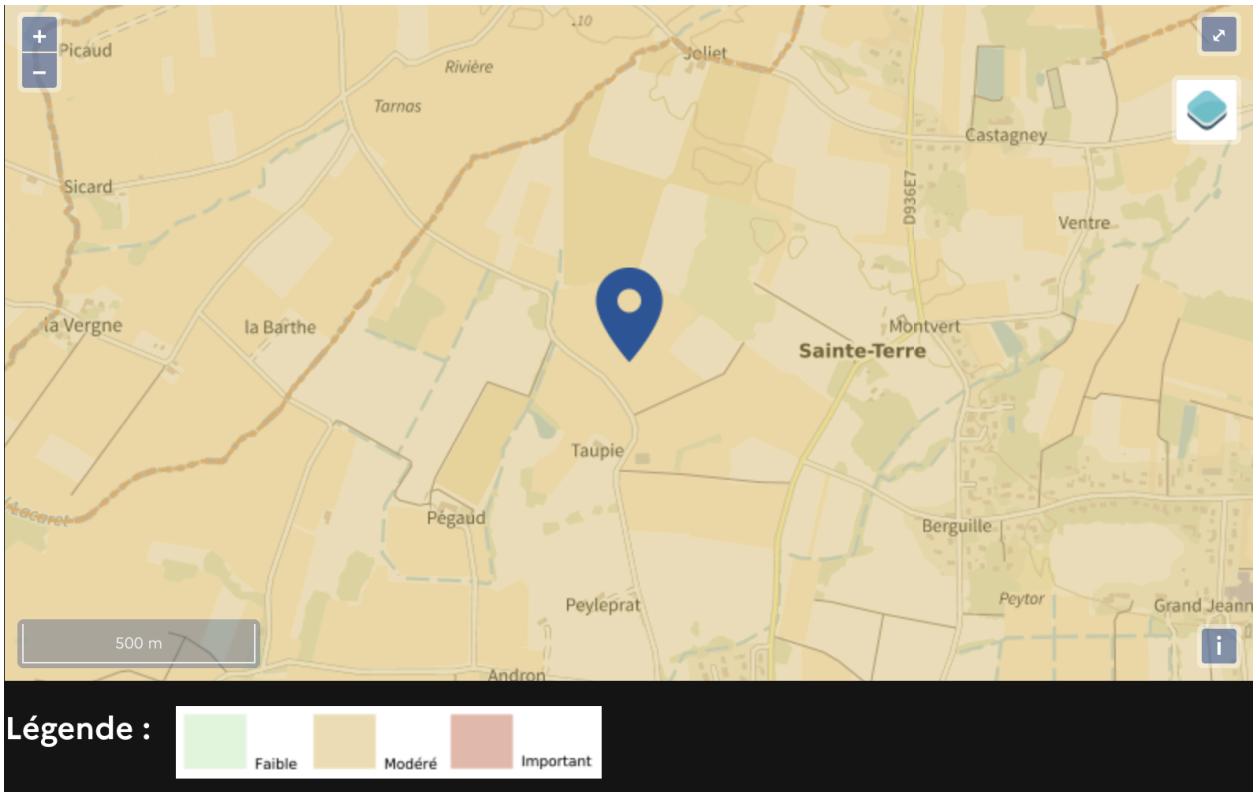


Figure 6 : Cartographie du niveau de risque lié au retrait gonflement des argiles

3.2.1 Risque inondation, remontée de nappes et risque côtier

La commune de Sainte-Terre est concernée par le risque de remontées de nappe. Le terrain du **projet est situé sur des zones potentiellement sujettes aux inondations de cave** avec une fiabilité forte ainsi qu'au sein d'une zone potentiellement sujette aux débordements de nappe avec une fiabilité forte.

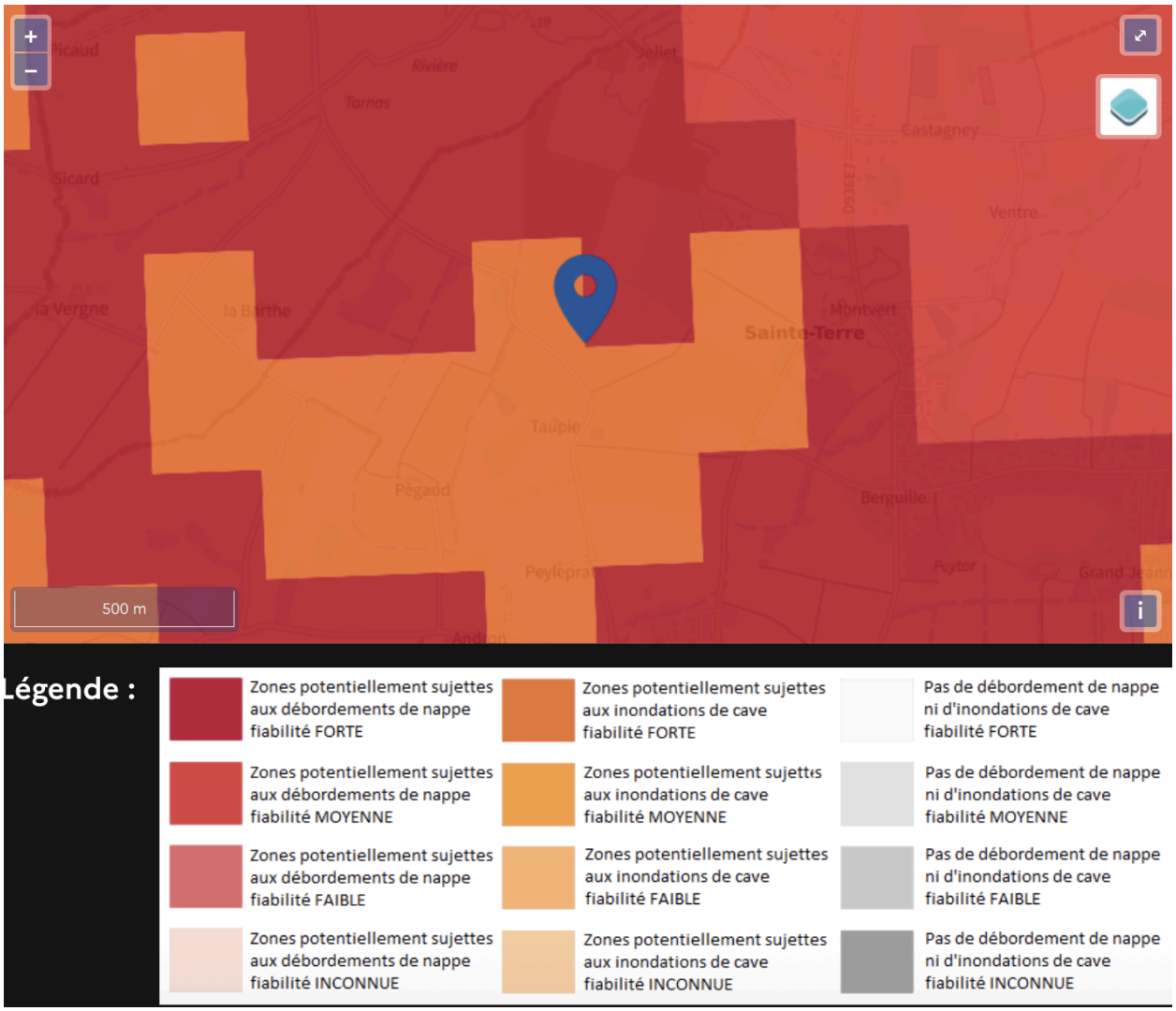


Figure 7 : Cartographie du niveau de risque lié aux remontées de nappes

La commune de Sainte-Terre est aussi concernée par le Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) « Vallées de la Dordogne et de l'Isle » approuvé par arrêté préfectoral le 27 décembre 2016.

La partie sud du terrain du projet est classée en zone rouge du PPRI "Vallées de la Dordogne et de l'Isle". Le projet de serre agricole photovoltaïque de la SCEA GAUTHIER PERTIGNAS s'implante en dehors de ce zonage.

D'après les informations disponibles sur le site Géorisques, la commune de Sainte-Terre ainsi que le terrain d'implantation du projet sont concernés par un **risque côtier**.

Le terrain du projet est également **très partiellement exposé à un risque de crue de faible probabilité**. Par ailleurs, le site présente un **niveau de sensibilité modéré au phénomène d'inondation par remontée de nappes**.

En outre, une partie de la parcelle est située en **zone rouge du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) « Vallées de la Dordogne et de l'Isle »**.

⇒ Toutefois, le projet de serre agricole photovoltaïque est implanté **en dehors de ce zonage réglementaire**, dans un secteur non concerné par ces restrictions.

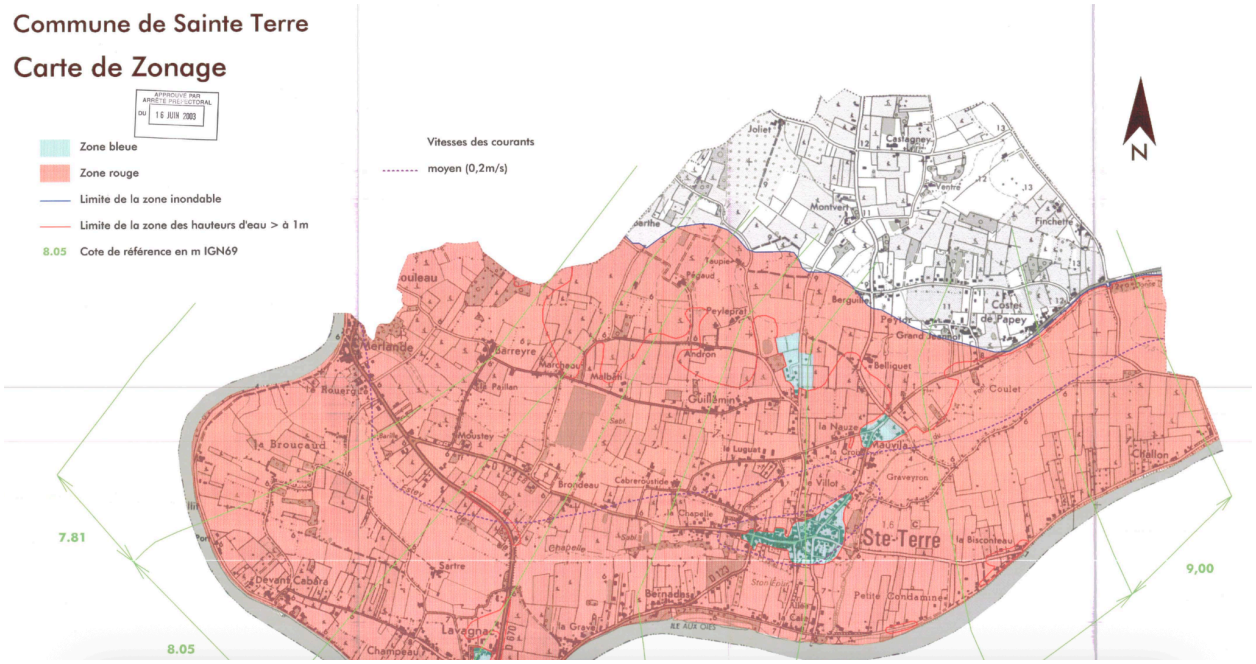


Figure 8 : Cartographie du PPRI "Vallées de la Dordogne et de l'Isle"

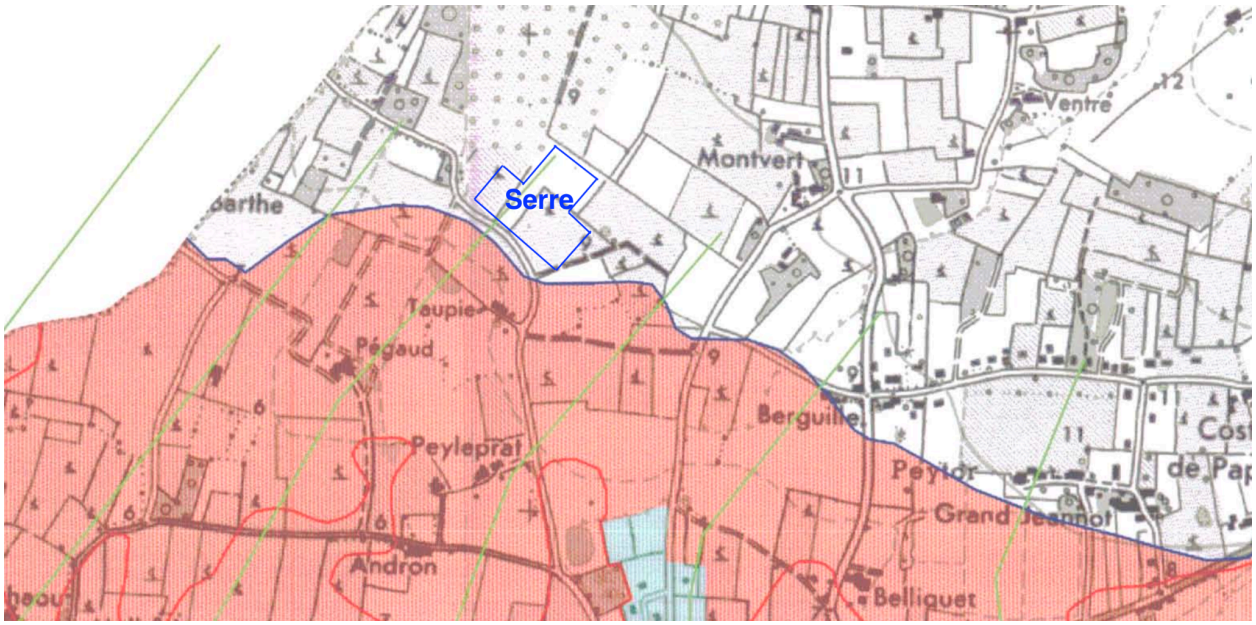


Figure 9 : Zoom du projet de serre vis à vis du zonage du PPRI "Vallées de la Dordogne et de l'Isle"

3.2.2 Risques feux de forêts

D'après le site Géorisques, la commune de Sainte-Terre ainsi que le terrain d'assiette du projet sont concernés par l'**aléa feu de forêt.** Le niveau de risque est inconnu sur le site du projet et aucune carte de zonage n'est existante.

Le territoire communal est aussi concerné par des **Obligations Légales de Débroussaillement**.

La majeure partie du site d'implantation du projet de serre agricole photovoltaïque est concernée par les Obligations Légales de Débroussaillement.

Une zone tampon de 50 m autour du projet fera l'objet d'un entretien attentif et régulier afin de la maintenir en état débroussaillé.

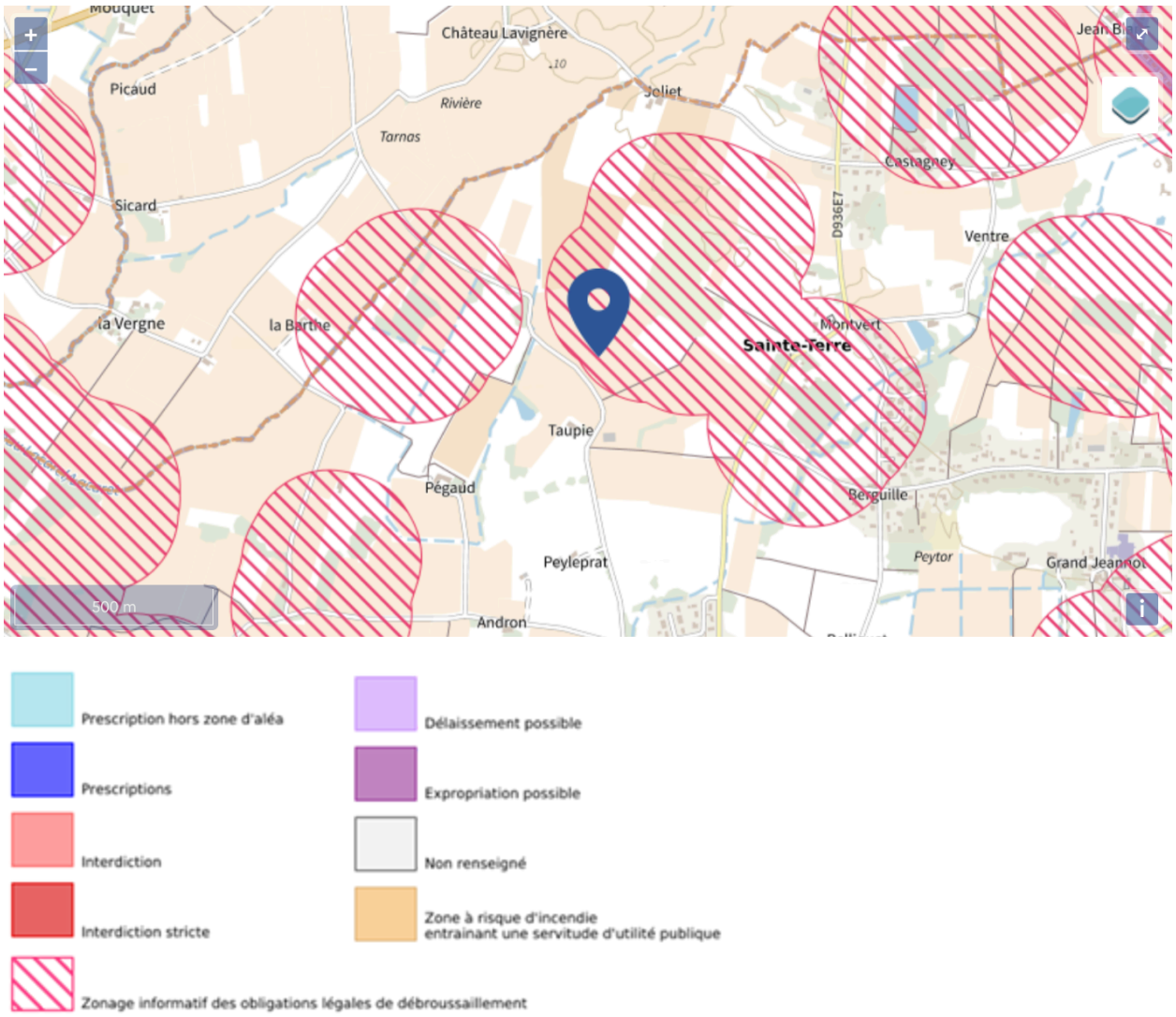


Figure 10 : Périmètre des servitudes d'utilité publique et des zones d'obligation légale de débroussaillement

⇒ **Le projet respectera les préconisations du SDIS 33 en la matière avec en particulier la présence à l'entrée du site** d'une DECI d'une contenance qui sera définie par le SDIS lors de sa consultation dans le cadre du permis de construire.

3.2.3 Servitudes d'utilité publique (SUP) intégrées au PLUi

Les **servitudes d'utilité publique** sont des limitations administratives au droit de propriété, qui doivent être **annexées au PLUi** en application des articles L.151-43 et R.151-51 du Code de l'urbanisme. Elles sont publiées et consultables via le **Géoportail de l'Urbanisme** ou dans les **documents annexés au PLUi**.

Pour **la zone de SAINTE-TERRE**, plusieurs catégories de servitudes peuvent être potentiellement présentes sur le territoire ou à proximité :

1. **Servitude aéronautique de dégagement (SUP T5)**
    - **Aucune servitude aéronautique de dégagement a été décelée.**

2. **Autres servitudes SUP du département**
    - aucune(s)

Aucune servitude apparente n'a été décelée et une DT/DICT sera réalisée afin de s'assurer de l'absence de servitude cachée.

La cartographie des réseaux Enedis indique la présence de lignes électriques BT et HTA à proximité du terrain et traversant les parcelles projet.

Cependant, l'implantation des serres ne nécessitera aucune modification des lignes électriques existantes.

Pour confirmer ce point, une DT-DICT sera réalisée afin de se conformer aux exigences des gestionnaires de réseau.



Figure 11 : Plan du réseau électrique Enedis à proximité du projet

3. Contexte Environnemental

3.1 Hydrographie

Le site d'étude n'est pas traversé par des cours d'eau.

Le ruisseau "Lacaret" se situe à 300 mètres à l'ouest du projet.

Ce ruisseau se déverse dans un second ruisseau plus à l'ouest "Le Langrane" pour finir dans la Dordogne à environ 2,3 kms du projet.

Les eaux pluviales se déverseront dans un bassin d'infiltration dont le dimensionnement sera étudié et validé par un **bureau d'étude hydro conformément au Dossier Loi sur l'Eau** en vigueur et respectant les débits de fuite

prescrits.

Aucun rejet massif ne se fera dans le milieu naturel.

⇒ **Le projet n'aura donc pas d'impact sur le réseau hydrographique des alentours.**



Figure 12 : Réseau hydrographique aux environs du projet (Echelle 1/10 000)

3.2 Milieu écologique

Une analyse du contexte réglementaire a été réalisée dans un rayon de 5 km autour de la zone d'étude du projet (Sources : DREAL Nouvelle Aquitaine, INPN, DDT 47). Tous les sites présents dans cette zone d'étude étendue ont été recensés. L'ensemble de ces sites sont présentés dans les tableaux ci-après :

Type	Nom Site	Distances par rapport au projet
Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Floristique et Faunistique de type I (ZNIEFF I)	COTEAUX CALCAIRES A L'EST DE SAINT-EMILION (Identifiant National : 720007943)	3,3 kms
	COTEAUX DE SAINTE COLOMBE (Identifiant National : 720007946)	4,87 kms
	FRAYÈRE DE SAINT JEAN DE BLAIGNAC (Identifiant National : 720020067)	3,3 kms
Zone Naturelle d'Intérêt Écologique,	COTEAUX CALCAIRES A L'EST	3,3 kms

Floristique et Faunistique de type II (ZNIEFF II)	DE SAINT-EMILION (Identifiant National : 720007942) LA DORDOGNE (Identifiant National : 720020014) VALLEE ET COTEAUX DE L'ENGRANNE (Identifiant National : 720015756)	 2,2 kms 3,6 kms
Zones humides	La Dordogne	2,3 kms
Zone Spéciale de Conservation Natura 2000 Directive Habitats	LA DORDOGNE (Identifiant National : FR7200660) RESEAU HYDROGRAPHIQUE DE L'ENGRANNE (Identifiant National : FR7200690)	2,2 kms 3,6 kms
Zone de Protection Spéciale Natura 2000 Directive Oiseaux	Néant	
Parc National	Néant	
Parc Naturel Régional	Néant	
Arrêté Préfectoral de Protection Biotope	Néant	

Figure 13 : Tableau des enjeux environnementaux à proximité du projet

3.2.1 ZNIEFF

Les ZNIEFF (Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique) sont des espaces répertoriés pour la richesse de leur patrimoine naturel. Il en existe deux types :

- Les ZNIEFF de type I : secteurs de superficie en général limitée, caractérisés par la présence d'espèces, d'association d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional ;
- Les ZNIEFF de type II : grands ensembles naturels riches et peu modifiés ou qui offrent des possibilités biologiques importantes. Elles peuvent inclure une ou plusieurs zones de type I.

⇒ Les parcelles constituant le site du projet ne sont pas concernées par une Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique.

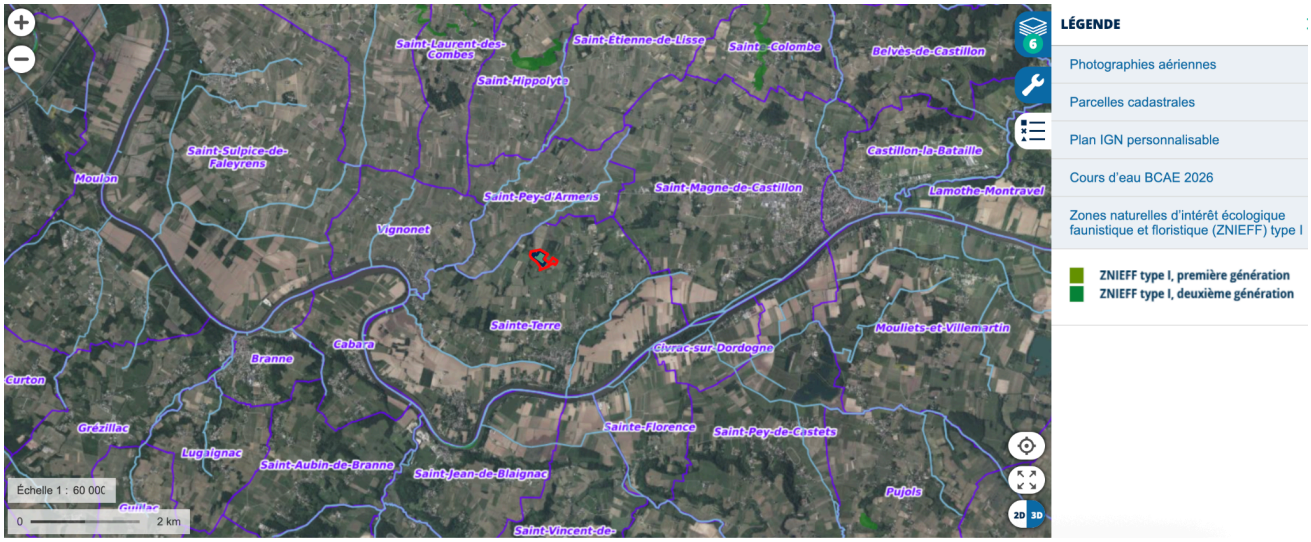


Figure 14 : Cartographie des ZNIEFF de type 1



Figure 15 : Cartographie des ZNIEFF de type 2

3.2.2 Zones humides

Les zones humides sont des milieux naturels reconnus pour leur forte attractivité écologique ainsi que pour leurs services écosystémiques (protection contre les inondations, épuration de l'eau, etc.). Ces espaces font partie des habitats naturels aux plus forts enjeux écologiques et leur protection est souvent une priorité dans les politiques publiques.

La Convention de RAMSAR sur les zones humides est un traité international adopté le 2 février 1971 pour la conservation et l'utilisation durable des zones humides, qui vise à enrayer leur dégradation ou disparition, en

reconnaissant leurs fonctions écologiques ainsi que leur valeur économique, culturelle, scientifique et récréative sous la désignation de site Ramsar.

⇒ D'après la cartographie de localisation des zones humides, les parcelles constituant le site du projet ne sont pas concernées par les secteurs de :

- **Zones humides RAMSAR**
- **Zones humides**
- **Zones humides d'importance majeure**

⇒ La zone humide d'importance la plus proche est située à environ 2,3 kms (La Dordogne)

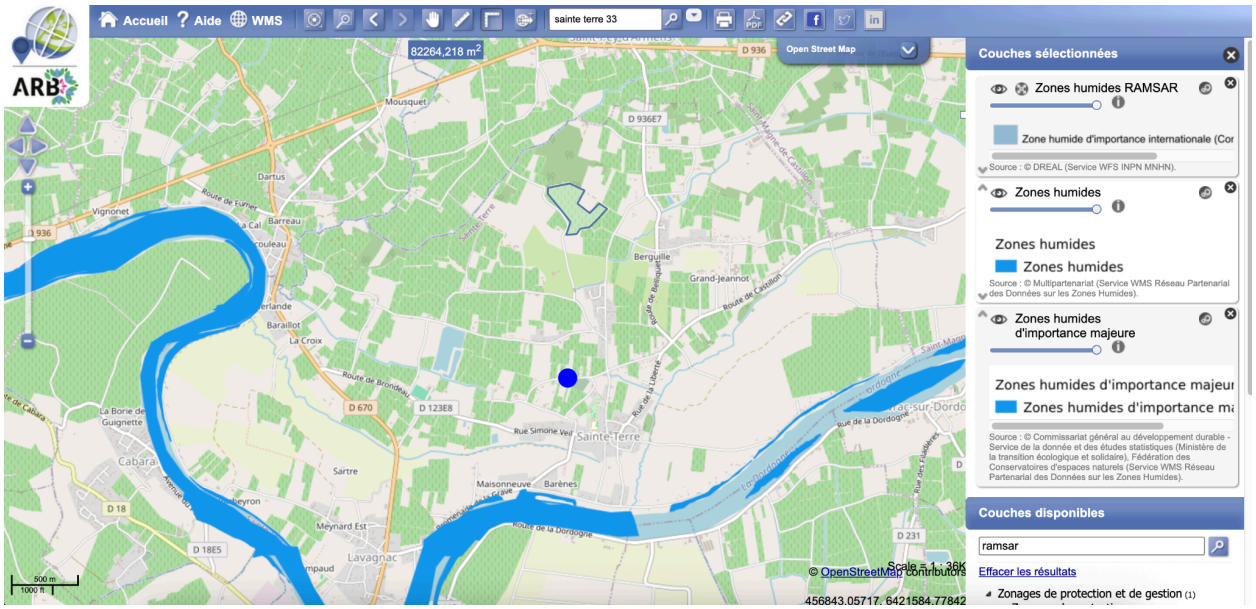


Figure 17 : Cartographie des zones humides

3.2.3 Zones Natura 2000

Natura 2000 est un réseau de sites européens désignés pour la valeur patrimoniale de leurs espèces et habitats participant à la richesse biologique du continent européen. Le réseau contribue à l'objectif européen de « mettre un terme à l'appauvrissement de la biodiversité » (Conseil de l'Union européenne, 30 juin 2004).

Il est mis en place en application des directives "Oiseaux" et "Habitats" au titre desquelles des Zones de Protection Spéciale (ZPS) et des Zones Spéciales de Conservation (ZSC) sont désignées.

⇒ Le projet n'est pas compris dans un site Natura 2000.

⇒ Les sites Natura 2000 Directive Habitats recensés à proximité du terrain sont à LA DORDOGNE (Identifiant National : FR7200660) à 2,2 kms et le RÉSEAU HYDROGRAPHIQUE DE L'ENGRANNE (Identifiant National : FR7200690) à 3,6 kms

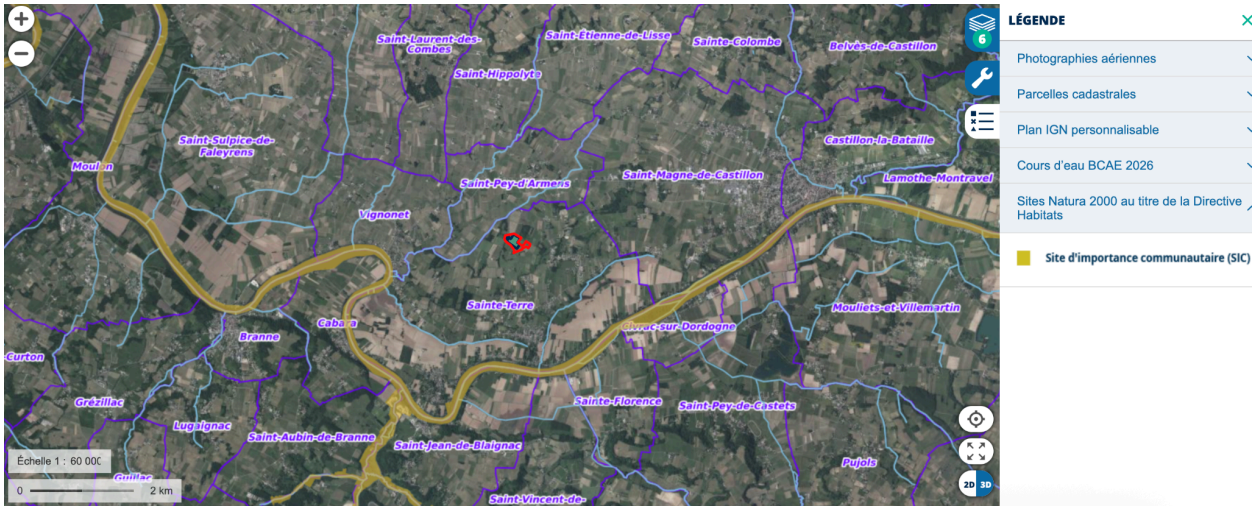


Figure 18 : Cartographie des zones Natura 2000 Habitats

4.2.4 Arrêté préfectoral de protection biotope

⇒ Le site n'est pas concerné par un arrêté préfectoral de protection de biotope. Aucun arrêté préfectoral de protection de biotope n'est recensé dans un rayon de 5 kms autour du projet.

4.3 Réseau écologique (Corridors écologiques, TVB, SRADDET)

La Trame Verte et Bleue (TVB) est un réseau formé de continuités écologiques terrestres et aquatiques identifiées par les Schémas Régionaux de Cohérence Ecologique (SRCE) ou les Schémas Régionaux d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) ainsi que par les documents de l'État, des collectivités territoriales et de leurs groupements auxquels des dispositions législatives reconnaissent cette compétence et, le cas échéant, celle de délimiter ou de localiser ces continuités (article R. 371-16 du code de l'environnement).

À ce titre, les documents d'urbanisme participent à l'identification de la TVB, qui est constituée de continuités écologiques comprenant des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques (article R 371-19 du Code de l'Environnement).

La zone d'étude du projet est concernée par le **SRADDET Nouvelle-Aquitaine**, approuvé par arrêté préfectoral le 27 mars 2020 et modifié le 18 novembre 2024. Le SRADDET s'appuie sur les anciens SRCE des régions Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes et renvoie à leurs atlas pour prendre en compte la Trame verte et bleue. La zone du projet ne se situe pas dans un zonage classé au SRCE Aquitaine

⇒ Au niveau du terrain, il n'existe pas d'éléments pouvant jouer un rôle de continuité écologique liant la zone d'étude et les corridors et réservoirs visés par le SRCE.

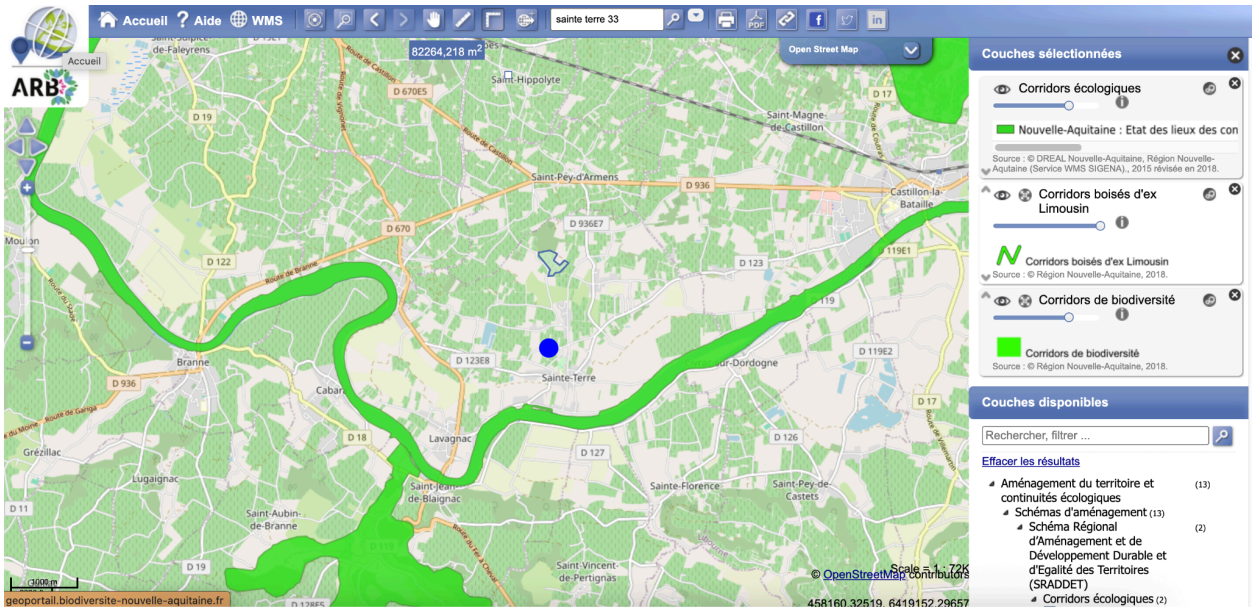


Figure 19 : Cartographie des zones de Corridor écologique à proximité du projet

Une zone naturelle comportant un espace boisé classé se situe au nord du projet. (zonage PLUi).

Cependant cet espace boisé semble avoir été défriché et une plantation d'arbres fruitiers a été plantée.

Le projet de serres ne s'implantera pas sur ces zones naturelles.

⇒ **Le site de projet n'interfère pas avec les corridors et réservoirs de biodiversité aux alentours.**

4.4 Synthèse des enjeux environnementaux sur les terrains du projet

Les caractéristiques du terrain d'assiette du projet sont les suivantes :

- Un terrain cultivé en agriculture conventionnelle depuis au moins 2007, date des premières déclarations PAC disponibles et qui a toujours été culitvé avec de la vigne.
- Un terrain actuellement arraché et non exploité face au contexte de crise viticole et qui sera mieux valorisée grâce à une plantation pérenne de kiwis jaunes.
- Une emprise parcellaire en dehors de tout enjeux environnementaux recensés : aucun périmètre réglementaire (ZNIEFF, Natura 2000 ; arrêté préfectoral de protection biotope) à proximité ou qui pourrait être impacté par le projet.
- Le projet ne fait pas partie des trames vertes et bleues identifiées au titre des documents d'urbanisme.
- Aucun cours d'eau, ruisseau ou haie ne traverse le site
- Aucune zone humide n'est recensée sur le site de projet

Les enjeux environnementaux recensés sur le terrain du projet sont considérés comme nuls

5. ENJEUX PAYSAGERS

5.1 Contexte général

5.1.1 Unités paysagères

La commune de Sainte-Terre s'inscrit dans l'unité paysagère de la **vallée de la Dordogne**, caractérisée par des paysages viticoles ouverts structurés par le relief doux des coteaux et la présence du fleuve. Ce paysage est marqué par une mosaïque d'occupations du sol associant vignes, cultures agricoles, boisements ponctuels et ripisylves le long de la Dordogne.

L'organisation du paysage repose également sur un réseau de petites routes, de hameaux et de bâtiments agricoles ou viticoles qui ponctuent le territoire. L'identité paysagère locale est fortement liée à l'activité viticole du secteur du Saint-Émilionnais, tout en conservant une dominante agricole et naturelle qui contribue à la qualité et à la lisibilité du paysage.

5.1.2 Contexte patrimonial

La commune de Sainte-Terre s'inscrit dans un contexte patrimonial riche, caractéristique du territoire du Libournais et de la vallée de la Dordogne. Elle se situe à proximité immédiate du vignoble de Saint-Émilion, dont le paysage culturel viticole est inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1999.

Ce territoire se distingue par la présence d'un patrimoine bâti ancien lié à l'histoire viticole et rurale : églises, châteaux viticoles, maisons de vignerons et bâtiments agricoles traditionnels. L'identité patrimoniale locale est également marquée par l'organisation historique du paysage viticole, les hameaux ruraux et les éléments du petit patrimoine (murets, chemins, ouvrages hydrauliques) qui témoignent de l'évolution des pratiques agricoles et de l'occupation ancienne du territoire. Dans ce contexte, le patrimoine culturel et paysager participe fortement à l'identité du territoire et à son attractivité.

Le projet de serre photovoltaïque envisagé sur la commune de Sainte-Terre ne présente pas d'impact visuel significatif sur ce site patrimonial. En effet, d'une part, le projet est situé en dehors du périmètre inscrit et à distance de la zone UNESCO, limitant de facto toute covisibilité directe. D'autre part, la hauteur limitée des structures (inférieure à 7 mètres) réduit fortement leur perception dans le grand paysage. Enfin, la présence d'écrans naturels existants, constitués de boisements et de haies bocagères entre le site du projet et le périmètre UNESCO, contribue à masquer les installations et à préserver les perspectives paysagères caractéristiques du territoire.

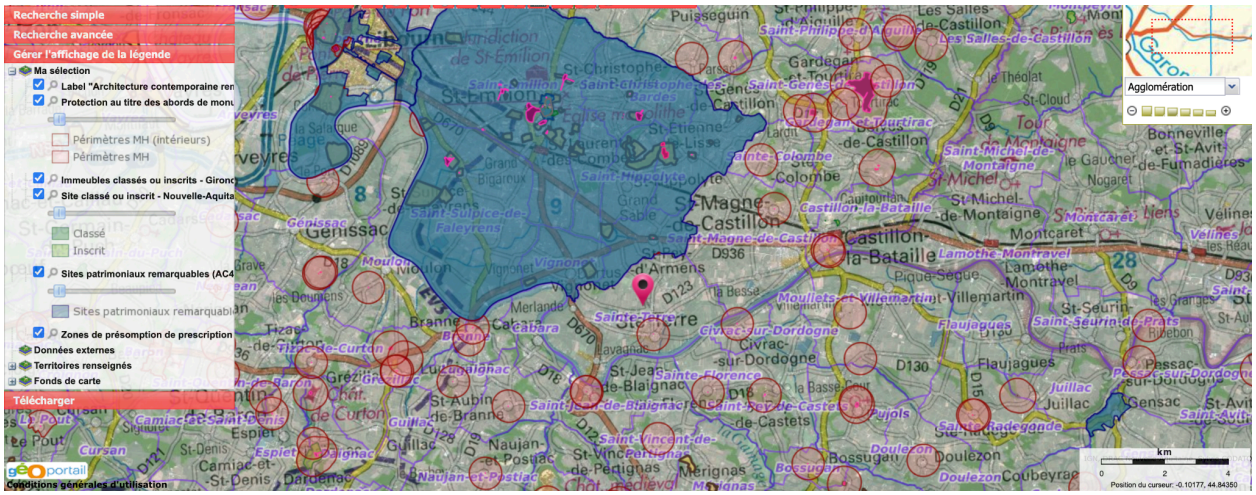
Bien que le territoire de Sainte Terre, soit dans un secteur à fort patrimoine viticole, l'arrachage des vignes sur ce secteur a déjà débuté et un travail de diversification s'avère nécessaire pour permettre la pérennité des exploitations agricoles et viticoles.

⇒ Par ailleurs, le terrain d'assiette du projet n'est concerné par **aucun périmètre de protection autour de monument historique**, ni aucun site inscrit ou classé.

Du fait de la présence de boisements aux alentours, de constructions, i**l n'y a pas d'enjeux en matière d'inter-visibilité ou de co-visibilité vis-à-vis des sites** situés autour du projet avec le terrain d'implantation.

Ainsi, au regard de son implantation, de ses caractéristiques techniques et du contexte paysager environnant, le projet s'inscrit sans atteinte notable aux composantes paysagères et patrimoniales ayant justifié l'inscription du site de Saint-Émilion au patrimoine mondial.

Cartographie des enjeux patrimoniaux à proximité du projet :



5.2 Environnement humain

5.2.1 Description du site et voisinage

La commune s'inscrit dans la vallée de la Dordogne, dans un paysage marqué par l'activité agricole et viticole typique du Libournais.

L'occupation du sol est majoritairement constituée de **territoires agricoles (environ 86,9 % du territoire)**, incluant notamment :

- des **cultures permanentes**, principalement viticoles ;
- des **terres agricoles hétérogènes** ;
- des **terres arables et prairies**.

Les espaces urbanisés représentent une part relativement limitée du territoire (environ **6 %**), principalement concentrés autour du centre-bourg.

La présence de la **Dordogne et de ses zones associées** participe à la structuration paysagère et écologique du territoire communal.

La commune de Sainte-Terre est entourée de plusieurs communes rurales du Libournais, notamment :

- Civrac-sur-Dordogne
- Saint-Jean-de-Blaignac
- Sainte-Florence

Elle bénéficie également de la proximité de pôles urbains structurants tels que :

- Libourne, principal pôle économique et d'emploi du secteur ;
- Bordeaux, métropole régionale située à environ 40 km.

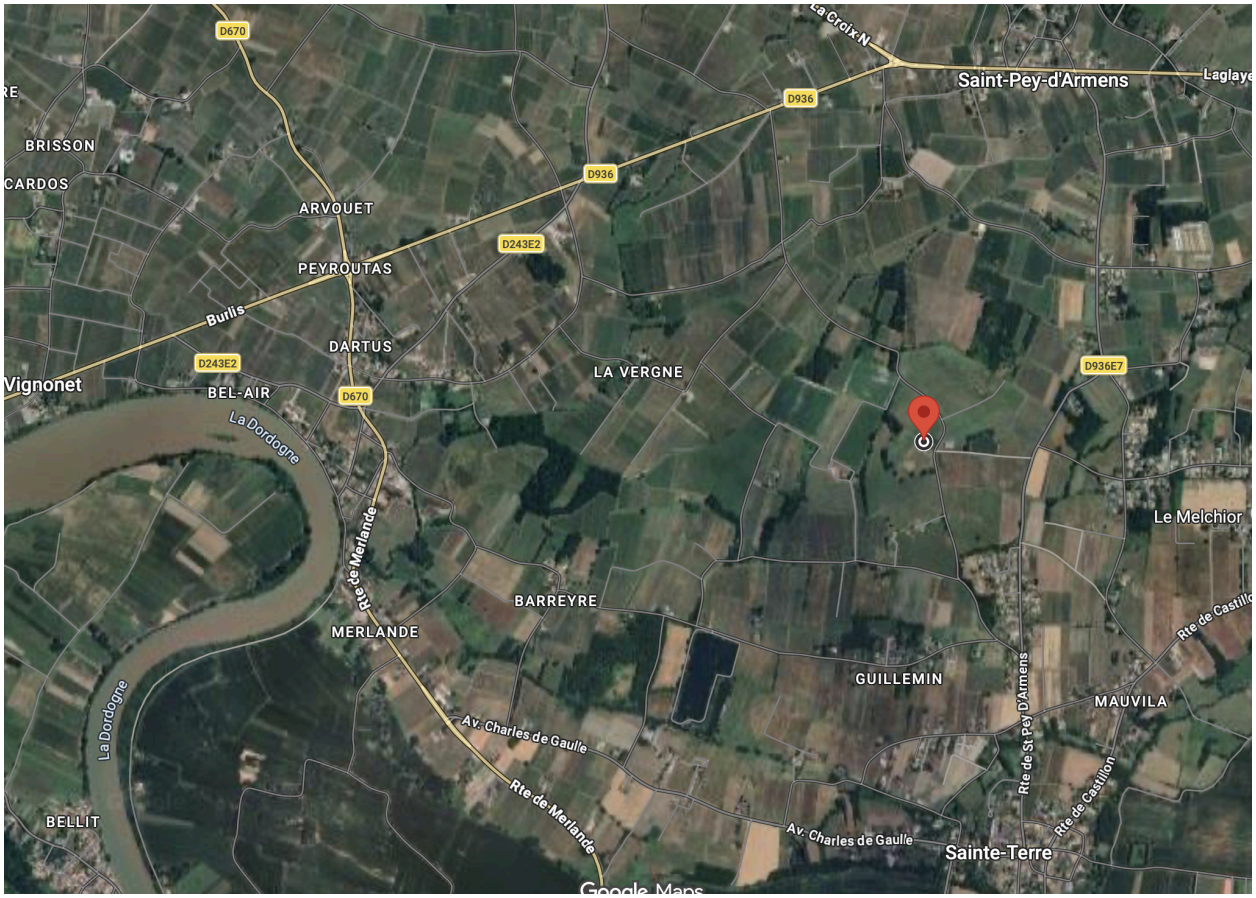
5.3 Perceptions du projet

5.3.1 Voies de communication

Les axes routiers départementaux **D670** et **D936** assurent la desserte du territoire et permettent la connexion avec les bassins de vie environnants.

Le terrain d'assiette est accessible depuis le nord par la D936 puis la route de la rivière et enfin la route du Tarnas.

Il est également accessible depuis le sud par la D936E7 puis en empruntant le chemin de Taupie.



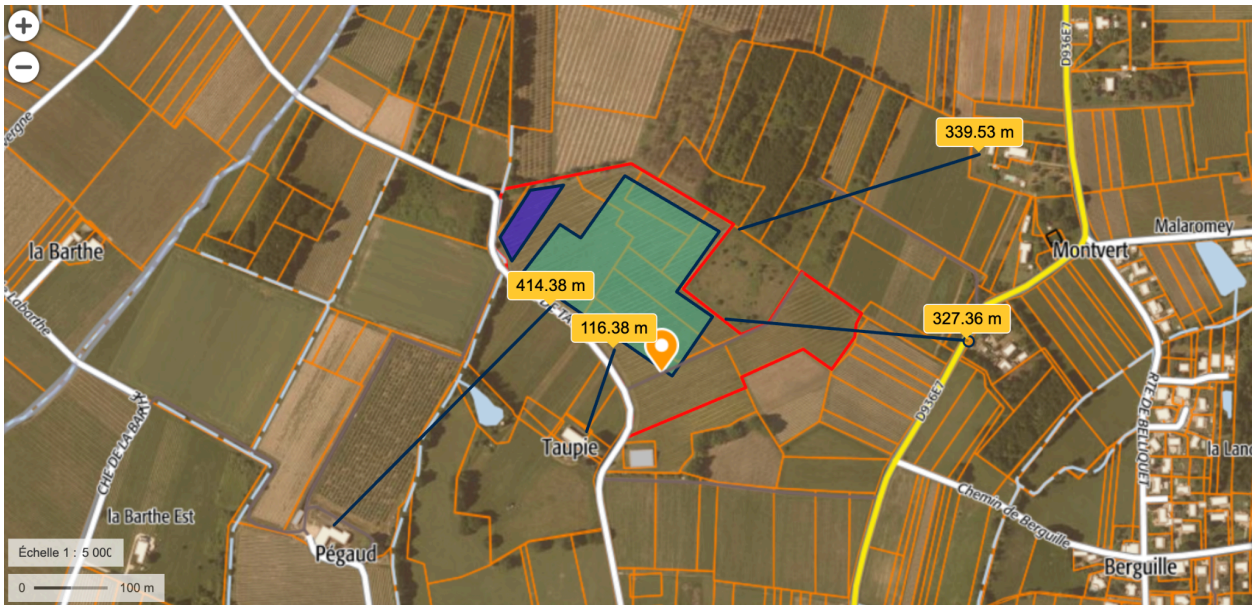
5.3.2 Habitats riverains

Quelques habitations sont situées à proximité du projet :

- une habitation au sud à environ 100m au lieu dit Taupie dont le vis à vis sera direct mais réduit par les vignes qui séparent la dite habitation et le projet
- Une habitation à 400 mètres au sud ouest au lieu dit Pegaud dont la co-visibilité sera nulle compte tenu des haies et boisements entre ces deux zones.
- des habitations à plus de 300 mètres à l'est dont la co-visibilité devrait être nulle compte tenu de la présence de nombreux arbres de hautes tiges présents entre le projet et ces habitations.

Des photos présentant les éventuelles co-visibilité sont ajoutées au dossier plan joint en annexe de ce dossier.

L'implantation de haies paysagères permettra d'assurer une seconde couverture visuelle limitant l'impact visuel du projet sur les habitations.



5.4 Synthèses des sensibilités paysagères

L'insertion paysagère du projet sera facilitée par les caractéristiques d'une serre agricole dont la hauteur sera limitée , dans un paysage agricole et viticole en pleine mutation compte tenu de l'ampleur des arrachages de vignes réalisées et à venir.

Les monuments et sites patrimoniaux sont situés en retrait et ne font pas l'objet de co-visibilités potentielles.

Le projet se situera à une distance d'environ 100m des premières habitations et s'inscrit dans un contexte déjà anthropisé (présence **d'un hangar agricole photovoltaïque au sud du projet)**

	Covisibilités avec le patrimoine	**Perceptions depuis l'habitat riverain**	**Perceptions depuis les voies de communications importantes**	**Insertion paysagère au regard du contexte végétal et topographique**
Sensibilité forte				

Sensibilité modérée		Visibilité directe depuis quelques maisons d'habitation (4 zones habitées) au sud et à l'est du terrain d'assiette		Le paysage à proximité du site est très plat ce qui génère peu de visibilité depuis l'environnement lointain. Seul les zones proches auront une visibilité sur le projet. Visibilité atténuée par les haies / boisements existants.
Sensibilité faible			Faible visibilité depuis la D936E7 qui se situe à l'est du projet.	
Sensibilité Nulle	Aucune covisibilité depuis un monument historique. Le projet ne devrait pas entrainer de covisibilité ni intervisibilité avec la zone UNESCO.			

5.4.1 Mesures de réduction et d'accompagnement

La sensibilité globale en matière de perception est faible à modérée, compte tenu du contexte paysager, des éléments présents dans le paysage, des voies de communication, des boisements et des habitations.

Considérant le contexte viticole en difficulté avec la présence de vignes arrachées ou en friche, dans un secteur agricole en mutation et avec la présence d'un batiment agricole solarisé au sud du terrain d'assiette, la réalisation de bâtiment à caractère agricole tout à fait commun pour ce type d'usage permet de considérer un **impact paysager faible**.

D'autant que la serre agricole photovoltaïque aura une hauteur maximum de 7m.

⇒ **Mesures d'évitement:** Le projet ne prévoit aucune suppression d'arbres ou d'alignements sur sa périphérie. Des mesures d'évitement ne sont pas nécessaires.

⇒ **Mesures de réduction:** Afin de réduire l'incidence visuelle du projet, quelques mesures ont été retenues sur la configuration même du projet :

- Les postes de transformation et onduleurs seront minimisés et répartis au plus proches de la serre.
- Le poste de livraison sera accompagné d'espèces buissonnantes et sera d'un RAL proche de son environnement immédiat.
- Des plantations diversifiées entre la serre et les voiries bordant le site favoriseront son insertion dans le
- paysage local.
- Les ouvrages de rétention des eaux pluviales seront végétalisés.
- Les pistes périphériques seront traitées en grave naturelle

L'impact global du projet sur le paysage, sans mesure, est faible depuis les secteurs plus éloignés et faible à modéré depuis les abords. L'incidence est donc minimisée par les mesures décrites si avant.

L'incidence paysagère résiduelle du projet sera faible

6. SYNTHÈSE DES ENJEUX, IMPACTS DU PROJET ET MESURES ASSOCIEES

Thématique	Enjeux environnementaux	Impacts potentiels du projet	Mesures d'évitement, réduction ou accompagnement	Sensibilité globale / impacts après projet
Occupation du sol / foncier agricole	Préservation des terres agricoles et maintien de l'activité	Artificialisation légère (fondations, pistes)	- Maintien d'un usage agricole (culture de kiwi) - Pas de changement de destination du sol	Faibles
Paysage	Intégration dans un paysage agricole ouvert	Modification locale de la perception visuelle	- Hauteur limitée (< 7 m) - Absence de covisibilité avec zone UNESCO - Présence de haies et boisements existants - Plantations paysagères complémentaires	Modérés
Biodiversité – milieux naturels	Préservation des habitats et espèces communes	Perturbations ponctuelles en phase chantier	- Pas de destruction d'habitats remarquables - Travaux hors périodes sensibles - Emprise limitée	Faibles
Continuités écologiques	Maintien des trames vertes et bleues	Aucun impact significatif	- Projet hors corridors - Sols perméables maintenus	Nuls
Eau – hydrologie	Préservation des écoulements naturels et de la qualité de l'eau	Modification du ruissellement	- Bassin d'infiltration - Pas de rejet direct au milieu naturel - Dossier Loi sur l'Eau	Faibles
Zones humides	Protection des zones humides existantes	Aucun impact significatif	Projet hors zones humides	Nuls

Sols	Préservation des fonctionnalités agronomiques	Tassement en phase travaux	- Fondations ponctuelles - Organisation du chantier - Décompactage et travail du sol avant mise en culture	Modérés
Risques naturels	Prise en compte des aléas (inondation, retrait-gonflement)	Exposition modérée	- Implantation hors zone rouge PPRI - Étude de sol G2	Faibles
Nuisances chantier	Limitation des nuisances pour le voisinage	Bruit, poussières temporaires	- Chantier court - Horaires encadrés	Faibles
Énergie et climat	Contribution à la transition énergétique	Positif	Production photovoltaïque (~4,5 MWc)	Positif
Compatibilité urbanistique	Respect des documents de planification	Aucun	- Implantation en zone A - Activité agricole maintenue sous la serre	Nuls
Patrimoine culturel et bâti	Protection du patrimoine local	Aucun impact visuel significatif	- Distance + masques végétaux - Faible hauteur	Faibles
Cumul d'impacts	Effets cumulés avec d'autres projets	Négligeables	Projet isolé	Nuls